

## Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du 17 avril 2025 relative à l'évolution des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité

### Réponse du SIPPEREC

#### **Question 1 : Etes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Enquête » et les nouvelles modalités de communication et de traitement envisagées dans le cas d'une suspicion de fraude sur le dispositif de comptage ?**

La prestation « Enquête » permet à un usager de solliciter l'avis d'expert du GRD afin de lui permettre d'identifier les causes de situations qu'il ne parvient pas à expliquer et qui concourent notamment à une facture et une consommation d'énergie incohérentes de son point de vue.

L'usager, par essence, n'est pas un sachant. Le service public de la distribution d'électricité lui permettrait par cette prestation de solliciter l'expertise d'un sachant, le GRD.

La proposition d'Enedis, qu'approuve la CRE, conduit à limiter le champ de cette prestation d'enquête au cas de fraude suspectée sur le comptage.

Outre que cela impose à l'usager d'avoir préalablement identifié les causes de la situation inexpliquée à laquelle il fait face, Enedis et la CRE proposent donc de limiter le champ du service public.

Le Sipperec est opposé à toute réduction du champ du service public et considère que le gestionnaire de réseau en monopole a un devoir de conseil auprès des usagers afin de leur permettre de mieux comprendre leur consommation. Dans des cas extrêmes, ce devoir passe par l'identification de dysfonctionnements de dispositifs de comptage, de fraudes, ou conduit à orienter l'usager vers un diagnostic de son installation intérieure.

***Le Sipperec est défavorable à l'orientation de la CRE concernant la modification de la prestation « Enquête ».***

Concernant la problématique des fraudes, à laquelle semble être confrontée de manière plus que substantielle le GRD Enedis, le Sipperec reste très étonné : le compteur communicant Linky a été, lors de la promotion en vue de son déploiement, présenté comme une garantie d'une protection accrue contre les fraudes. L'exemple italien a été à cet égard largement présenté par ERDF (devenu Enedis). Il est d'autant plus étonnant que seulement 3 ans après le terme de la phase de déploiement massif, Enedis fasse état de fraudes en nombre sur le réseau qui lui est confié. ***Le Sipperec demande qu'un audit du niveau de sécurisation du système Linky, mené par un organisme indépendant, soit engagé dans les meilleurs délais.***

**Question 2 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant le traitement des demandes de contrôle de tension instantané (sans pose d'enregistreur) ?**

Comme la CRE, le Sipperec *n'est pas favorable à la demande d'évolution de la prestation « Interventions de courte durée » présentée par Enedis*, consistant à retirer le cas d'usage du contrôle de tension instantané (sans pose d'enregistreur).

En effet, le Sipperec considère qu'Enedis a toute latitude pour mettre en place une organisation interne et, notamment, les ressources nécessaires permettant de répondre aux besoins des usagers. La qualité du service rendu ne doit pas être revue à la baisse pour répondre à des difficultés internes du GRD en situation de monopole.

**Question 3 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Relevé spécial » ?**

Depuis 2023<sup>1</sup>, le Sipperec considère que l'on ne peut traiter indistinctement les usagers non équipés de LINKY.

En effet, parmi ces derniers, il convient de distinguer ceux qui s'opposent à l'installation du nouveau compteur, de ceux qui n'ont pas été touchés par le déploiement massif ou pour lesquels l'installation de LINKY nécessite des travaux sur leur branchement non encore réalisés par Enedis. Cette seconde catégorie ne s'oppose nullement à l'installation de LINKY.

Le SIPPAREC considère que facturer la relève aux usagers non équipés de LINKY sans qu'ils s'y soient opposés ne peut que nuire au développement le plus complet possible du nouveau compteur : Enedis aurait en effet moins intérêt à installer LINKY, surtout si des travaux sur les ouvrages de branchement sont à réaliser, puisque l'utilisateur ne créera aucun manque à gagner pour le concessionnaire qui pourra facturer des prestations annexes plus élevées.

***Le Sipperec reste donc opposé à la facturation de la prestation de « relève spéciale » appliquée indistinctement aux usagers, qu'ils se soient opposés ou pas à l'installation de LINKY.***

Le Sipperec note cependant que la CRE envisage d'aligner les modalités applicables aux clients ne pouvant être équipés d'un compteur évolué pour impossibilité technique du fait du GRD, sur celles des clients équipés d'un compteur évolué « silencieux », pour lesquels la facturation additionnelle ne s'applique qu'à partir du troisième relevé demandé au cours d'une même année. ***Le Sipperec approuve ce premier pas fait par le régulateur pour reconnaître les situations différenciées des usagers non équipés de LINKY*** et notamment celle des usagers attendant qu'Enedis réalise les travaux sur leur branchement au réseau, nécessaire à l'équipement de leur installation d'un compteur LINKY.

**Question 4 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE, visant à simplifier la prestation « Duplicata de document » en supprimant la condition « aux seuls documents de moins de 12 mois » ?**

Le Sipperec est étonné par cette prestation, une large part des échanges avec le GRD étant dématérialisée, la réalisation de duplicata n'emporte que des frais dérisoires.

---

<sup>1</sup> Voir notamment le courrier adressé par le Sipperec à la CRE daté du 3 mars 2023 et le préambule de la réponse du Sipperec à la consultation engagée par la CRE le 20 avril 2023 et relative à la tarification des prestations annexes

**Mesurant mal la portée de la prestation même et de l'évolution proposée, le Sipperec ne se prononce pas sur l'orientation envisagée.**

**Question 5 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'introduction d'une prestation « raccordement anticipé des producteurs en BT > 36 kVA » ?**

**Question 6 : Avez-vous des remarques concernant l'introduction de cette prestation, les modalités tarifaires envisagées et les modalités de mise en œuvre pour les ELD ?**

La nouvelle prestation annexe, que se proposent d'introduire Enedis et la CRE, pose de nombreuses questions.

Compte tenu de retards pris par le GRT, notamment, pour réaliser les travaux visés dans les S3REnR, le réseau de transport peut, dans certaines régions de France, être en contrainte pour accueillir la production locale à partir d'EnR. Il convient de rappeler que ces travaux sont financés par une contribution (dite « quote-part ») versée par les producteurs se raccordant au réseau et proportionnelle à la puissance de leur raccordement.

Les contraintes sur le réseau de transport conduisent les GRD et GRT à limiter la puissance injectée par les producteurs locaux. Aucun dispositif permettant de limiter la puissance d'injection des installations raccordées en BT n'étant mis en place, ce sont les producteurs injectant en HTA qui voient leur production écrêtée. Lorsque cette limitation n'est pas prévue dans leur convention de raccordement, notamment, ils perçoivent une indemnisation versée par le GRD et pesant sur les charges d'exploitation du TURPE, couvertes forfaitairement.

Dans sa délibération du TURPE 7, prise le 13 mars 2025 (il y a donc 1 mois et ½), la CRE demande à Enedis « de fournir une analyse coût-bénéfice d'ici au 1<sup>er</sup> août 2027 en explorant une diversité de solutions de pilotage afin de déterminer leurs conditions de mise en place dès lors que l'une d'elles serait acceptable », selon les termes de la présente consultation. Cette demande fait suite à une demande formulée par la CRE à Enedis en juillet 2022 afin que le GRD instruisse « l'opportunité d'un pilotage des sites producteurs raccordés en BT > 36 kVA ».

Avant même que la décision de mars 2025 n'entre en vigueur, la CRE se propose donc d'accorder à Enedis d'abandonner toute recherche d'une solution de pilotage au profit de la mise en place d'une contribution forfaitaire à régler par tout producteur EnR demandant un raccordement en BT>36kVA dans une zone où GRT et GRD n'auraient pas encore réalisé les travaux sur leur réseau permettant d'accueillir la production locale d'électricité.

Ce contexte étant rappelé, le Sipperec relève les points suivants :

- Le produit de cette nouvelle contribution, non prévue dans la délibération de la CRE du 13 mars 2025, sera comptabilisée en produit d'exploitation. Cependant, les indemnisations, que cette contribution est censée compenser, ont, pour leur part, été prévues par Enedis, puisqu'une solution alternative était à trouver pour la révision du TURPE à mi-période.

Ainsi, le produit de la nouvelle contribution viendra bonifier la marge du GRD, puisque cette recette couvrira une charge déjà couverte par le TURPE. Les usagers du TURPE couvriront donc à la fois la contribution et l'indemnisation des producteurs.

***Le Sipperec considère que si une contribution est mise en place sur les producteurs BT>36kVA celle-ci ne pourra l'être qu'une fois les charges d'exploitation du GRD couvertes par le TURPE expurgées de l'indemnisation à verser aux producteurs écrêtés.***

- La contribution proposée conduit à faire peser une contrainte financière supplémentaire sur les producteurs EnR dont la justification est liée aux délais de travaux des GRT et GRD, alors mêmes que ces travaux sont également réglés par une contribution que les producteurs leur versent. Ainsi, les retards de travaux des GRT et GRD ne pèsent pas sur ces derniers mais sur les seuls usagers, tant en délai que financièrement.
- L'interface entre le réseau de transport et le réseau de distribution est constituée des postes sources. Le moins puissant de ces postes est *a minima* équipé d'un unique transformateur pour une puissance de 20MVA. On comprend d'emblée que toute ligne du réseau de transport transite une énergie notablement plus importante que 20MVA.

Pourtant, Enedis indique que le raccordement d'un producteur BT>36kVA vient générer une contrainte sur le réseau de transport conduisant à en perturber l'équilibre au point d'imposer un écrêtement des producteurs locaux EnR. Cette affirmation permet de conclure que la puissance transitée dans le réseau est pilotée à 0.1% près. Un tel niveau de précision est irréaliste.

- L'application d'une contribution forfaitaire, et donc non directement définie à partir des écrêtements imposés aux producteurs raccordés en HTA et aux indemnités qui en découlent, impose une régulation pourtant non prévue ni par Enedis ni par la CRE. Il est pourtant essentiel de s'assurer que ce forfait ne génère pas des recettes indues ou ne reste pas inférieur aux coûts qu'il est sensé compenser.

***Pour l'ensemble de ces raisons, le Sipperec est défavorable à l'introduction de la contribution forfaitaire appliquée aux producteurs BT > 36kVA demandant un raccordement anticipé. Le raccordement anticipé doit rester ouvert à tous les producteurs BT, à charge aux GRT et GRD de réaliser les travaux nécessaires pour dimensionner les équipements qu'ils exploitent de façon à accueillir la production locale EnR.***

**Question 7 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant la modification de la prestation « Vérification visuelle sur le dispositif de comptage » ?**

**Question 8 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la différenciation des tarifs associés à la prestation de « Vérification visuelle sur le dispositif de comptage » par catégorie de client ?**

***Le Sipperec est favorable à la proposition de généralisation de la prestation de vérification du dispositif de comptage à l'ensemble des usagers.***

Le Sipperec n'a pas d'observation quant à la différenciation technique opérée sur la prestation selon le type d'utilisateur (HTA ; BT>36kVA et BT <36kVA).

**Question 9 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'intégration du cas d'usage de « Passage à monophasé/triphasé ou triphasé/monophasé à iso-puissance » aux prestations proposées par les GRD d'électricité et aux modalités de facturation envisagées ?**

***Le Sipperec est favorable à une clarification des canaux de demande pour les usagers souhaitant modifier le type d'alimentation à iso-puissance et à une uniformisation de la facturation de cette prestation.***

**Question 10 : Êtes-vous favorable à l'orientation préliminaire de la CRE concernant l'ajout au catalogue de la prestation « LinkyReady » en tant que prestation expérimentale pour les lots 2 et 4, et l'intégration des lots 1, 3 et 5 en tant que prestations concurrentielles d'Enedis ?**

**Question 11 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la tarification de la délivrance de l'autorisation de marquage (lot 2) ?**

**Le Sipperec n'a pas d'observation** sur la répartition de la prestation expérimentale entre activité monopolistique et activité concurrentielle.

Le Sipperec s'interroge cependant sur la pertinence d'autoriser Enedis à exercer une activité dans le domaine concurrentiel alors que cette activité est fortement connexe du champ du monopole qui lui est confié. La concurrence en sera d'évidence très fortement perturbée.

**Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la prestation « Télé-action sous IP » ?**

Le Sipperec partage l'avis de la CRE sur cette prestation située en dehors du champ du monopole. **Le Sipperec est également défavorable** à l'élargissement du champ du monopole.

**Question 13 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pérennisation de la prestation expérimentale « Analyse de la qualité d'alimentation » ?**

**Question 14 : Partagez-vous les orientations de la CRE concernant la limitation de l'accès à la prestation aux seuls fournisseurs, et la suppression de l'option relative à l'analyse des interruptions d'alimentation ?**

Lors de la réponse à la consultation publique du 16 avril 2024 (il y a un an), le Sipperec exprimait ses regrets qu'un délai de 4 ans ait été nécessaire pour mener les adaptations du système d'information nécessaires à l'analyse de la qualité de fourniture en un point de livraison équipé de LINKY.

Le Sipperec se montrait cependant favorable à la prolongation de la prestation expérimentale « Analyse de la qualité d'alimentation électrique ».

Surtout, le Sipperec indiquait, en avril 2024, être vivement intéressé par le retour d'expérience de cette expérimentation, prévue par la CRE en 2025 à l'attention du groupe de travail avec les fournisseurs. Les autorités organisatrices du service public sont également concernées par la qualité de la desserte et sa mesure tant à la maille d'un territoire (concession, commune ou zone infra-communale) que pour un usager. **Le Sipperec regrette qu'à nouveau, les autorités organisatrices aient été oubliées dans la communication de ce retour d'expérience** alors même qu'elles en expriment l'intérêt tant auprès de la CRE que de leurs interlocuteurs d'Enedis.

A présent Enedis propose de pérenniser la prestation tout en réduisant son champ (exclusion des cas d'interruptions de desserte) et les conditions de sa mise en œuvre (limiter la demande aux seuls fournisseurs).

**Si le Sipperec est favorable à la pérennisation de cette prestation gratuite et tant vantée lors de la communication précédant le déploiement de Linky, il reste vivement défavorable à la restriction de son champ comme de ses conditions d'accès.**

En effet, comme le souligne la CRE, l'analyse des interruptions de fourniture est un volet essentiel de la prestation et l'usage que pourra en faire l'utilisateur qui la sollicite ne doit en aucun cas en modifier la réalisation. En d'autres termes, le GRD ne peut limiter le champ d'une prestation lorsque celle-ci vient éclairer un usager demandant à ce même GRD une indemnisation.

En outre, limiter l'accès à la prestation aux seuls fournisseurs, « formés » à cet effet, conduit à semer des embûches sur le parcours d'un usager souhaitant faire auditer la qualité de la desserte électrique dont il bénéficie. Le nombre de sollicitations d'utilisateurs pour cette prestation sera d'autant plus réduit que la qualité de desserte sera satisfaisante. Le Sipperec considère que le nombre de sollicitations est une forme de régulation incitative pour que le GRD atteigne et maintienne un niveau de desserte de qualité.

***Enfin, le Sipperec reste attentif aux évolutions toujours attendues pour la détermination du critère B, en utilisant les données issues du système d'information de LINKY.***

**Question 15 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la reconduction de la prestation expérimentale « Transmission anticipée en RecoTemp des Bilans détaillés par sous profil et par fournisseur/acheteur » (S515) ?**

Le Sipperec n'a pas d'observation sur cette question.